

L'HEBDO QUI CLIC

cgtlehavre.fr

la
cgt
LE HAVRE

Hebdomadaire électronique de l'Union des syndicats CGT du Havre

Directeur de publication : Pierre LEBAS

119 Cours de la République 76600 LE HAVRE – cgtlehavre.fr - 02 35 25 39 75

26

Nouveaux
syndiqués
Depuis le
1^{er} janvier
2012



302

Au sommaire du 07 février 2012 :

L'édito qui clic :	Page 2
Lettre ouverte du syndicat CGT Douanes	Page 3
29 février / Tract de la fédération des organismes sociaux :	Pages 4 et 5
Vente de Rafales/ Communiqué du Comité de Paix du Havre :	Pages 6
Rassemblement pour l'emploi du 10 février / Tract de l'UD CGT de seine Maritime :	Pages 7 et 8
En direct des protocoles électoraux :	Page 9
L'agenda revendicatif :	Page 10
Le programme de formation syndicale de l'UL:	Page 11
L'hebdo pratic' :	Pages 12 et 13
Pub TLC	Page 14

L'ÉDITO QUI CLIC

RÉCHAUFFONS LE CLIMAT SOCIAL !

Dans quelques semaines tomberont les chiffres des résultats financiers des grands groupes. Ceux-ci s'annoncent à des niveaux très élevés et nous devrions connaître une nouvelle "année record".

L'opulence pour les uns, la galère, voire la misère, pour les autres.

Plus le monde du travail est en difficulté sociale et plus les actionnaires se goinfrent.

La France connaît 8 millions de pauvres et l'Allemagne 12 millions. Et c'est pourtant avec ces résultats que Sarkozy et Merkel se considèrent comme les leaders incontestables de l'Europe.

Ces autres chiffres confirment leur double incompétence :

- **133 000** personnes sont sans domicile,
- **85 000** demeurent dans un habitat précaire,
- **3,2 millions** de personnes sont dans des logements surpeuplés,
- **1,2 millions** de ménages sont en attente d'un logement social,
- **3,8 millions** de ménages sont en précarité d'énergie,
- **1,3 millions** de locataires sont en difficulté pour régler le loyer.

Dans les entreprises, les NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) sont aussi de nature à battre des records, mais par le niveau extrêmement bas des propositions d'augmentations de salaires avancées par les directions !

C'est pour garantir leurs privilèges que le patronat et les dirigeants politiques veulent plus de « souplesse » dans la gestion des entreprises en défendant des idées comme le contrat de compétitivité ou en attaquant le Droit de grève. Ne nous laissons pas abuser par l'argument de la liberté, car s'il y en a une, c'est de pouvoir vivre dignement de son travail et de ne pas mourir à cause des riches.

Il n'y a pas de fatalité à cette situation en Europe et en France.

C'est sur cette base que la CES (Confédération Européenne des Syndicats) appelle à l'action convergente et unitaire le **29 février**.

Dans chaque entreprise, dans les administrations, avec les syndicats qui veulent lutter, travaillons la mobilisation, proposons l'action de grève et de manifestations à partir des revendications du moment.

Ensemble pour de nouvelles conquêtes !

Reynald KUBECKI

Co-secrétaire général de l'Union des syndicats CGT du Havre



LETTRE OUVERTE À MONSIEUR LE DIRECTEUR DE CLIENTÈLE DU HAVRE

Dans l'édition du Paris-Normandie, en date du 24/01/2012, en page 8, quelle n'a pas été notre surprise de lire l'article « La Douane face au Propeller ». Au-delà d'une sémantique bancaire, où les bureaux de douanes sont dorénavant appelés « agences », les propos de notre PDG, M.Zerbini, relatés par le journaliste, ont le mérite d'être clairs, avec la perte annoncée de plus de 100 emplois pour la DR du Havre en dix ans, ce que la CGT n'a de cesse de dénoncer.

Malgré une série de deux « réunions de travail » avec notre organisation syndicale, il faut donc lire le quotidien régional, et le compte-rendu d'une rencontre avec le « Propeller Club », ce groupuscule libéral et lobbyiste de l'industrie maritime, pour apprendre des informations sur le devenir même de notre Direction régionale des douanes. Ainsi, notre Directeur d'agence, connu pour ne pas y aller par quatre chemins, annonce **qu'il est partisan de la suppression d'une direction régionale**. Bigre ! Rouen ou Le Havre ? L'explication vient quelques lignes plus loin, puisqu'il parle de la Douane du havre en ces termes élogieux : « *la douane n'est pas du Havre mais est présente au Havre* ». La messe est dite: ne restera que la DI de Rouen. Cette fusion annoncée engendrerait des fermetures et des bouleversements considérables pour tous les services OP/CO et AG de l'interregion de Rouen.

Puis c'est le tour du SYCOSCAN : « *l'avenir du Sycoscan qui arrive au bout de son potentiel pourrait être remis en cause. Son remplacement n'est pas sûr* ».

La question est simple : le Sycoscan fonctionne, il est intégré au plan de contrôle douanier, au schéma portuaire, et pourtant, il semble n'être plus pérenne : mais qui veut sa mort ? Les acteurs portuaires du « Propeller Club » ? Ou notre administration ?

Notre Banquier disserte dès lors sur un partenariat public/privé, sollicitant une aide des acteurs portuaires pour renouveler le système. Comme à Roissy ? Calais ? Un bel avenir se dessine pour les agents de cette unité. Et si les gentilshommes du « Propeller Club », entre un cognac XO et un cigare cubain, refusaient cette alternative, quel serait l'avenir du SYCOSCAN ?

A l'heure où le PDG Cheveau, sur le départ de la DI de Rouen pour opérer d'autres exactions sur l'emploi dans le Nord de la France, détruit la Surveillance, se sert du Dialogue social comme du papier toilette, méprise les agents et gère les risques psychosociaux comme des obstacles à ces desseins de réduction d'effectifs, notre syndicat ne peut que s'insurger, d'officialiser la suppression d'une direction régionale dans la presse. C'est là toute l'étendue du dialogue social qui règne dans l'administration...

Néanmoins après le passage au Sycoscan du Directeur Régional, ce dernier dément le paragraphe concernant l'avenir du système (financé exclusivement par l'état) et affirme la pérennité du site ... un démenti officiel clarifierait l'éventuel malentendu.

Le SNAD-CGT
Section Le Havre

Appel de la Commission exécutive de la fédération CGT des organismes sociaux pour la reconquête de la protection sociale

fédération
des
organismes
sociaux



Emplois, salaires, conditions de travail, service public : URGENCE ! La protection sociale est en danger. Il est temps d'agir.

TVA sociale, fusion CSG/ impôts sur le revenu, suppression d'emplois, plans sociaux, licenciements, restructuration, fusions, abandon de pans entiers de nos activités... Les attaques se multiplient. C'est toute la protection sociale qui est menacée dans sa conception même.

Avec la nouvelle convention collective, signée par la CFDT et l'UNSA, les salariés de l'Aide à Domicile déjà précarisés perdent quasiment tous leurs droits et garanties collectives.

La fusion de l'Assedic et de l'ANPE continue de produire ses effets désastreux pour les personnels et les demandeurs d'emplois et ce n'est pas l'annonce de l'embauche de 1000 CDD qui peut résoudre les difficultés.

Dans la Mutualité les plans sociaux et les licenciements se multiplient. Fermeture des centres de santé de l'Union Territoriale de la Mutualité Ile de France et dépôt de bilan aux Grand Conseil de la Mutualité à Marseille. Il est grand temps que la Mutualité Française revienne à ses valeurs fondatrices et refuse la marchandisation de la santé.

Dans les Missions Locales, à l'image de celle de Woippy où les salariés se battent depuis plus d'un an pour le respect des règles conventionnelles, les conditions de travail et d'accueil des jeunes se dégradent.

Dans la MSA, comme au RSI, la situation se complique d'année en année, allant jusqu'à mettre en péril l'existence même de ces deux régimes.

Les Groupes de Protection Sociale (Caisses de retraite) continuent les fusions à marche forcée avec tous les dégâts occasionnés sur les conditions de travail et le non respect des instances représentatives du personnel. Le paritarisme montre là son visage le plus abject où le salarié devient une variable d'ajustement à la rentabilité financière.

Dans la Sécurité Sociale, les réductions budgétaires ont déjà entraîné des milliers de suppressions d'emplois. La cour des comptes préconisent d'amplifier la saignée en programment 15 000 suppressions d'emplois dans les quatre ans. La conséquence de cette rigueur se fait déjà sentir, fermeture des accueils, heures supplémentaires imposées, dégradation des conditions de travail, retard dans le versement des prestations.

Caisse nationale et gouvernement imposent la régionalisation des URSSAF. En trois ans le nombre d'organismes devrait passer de 88 à 22.

Partout, dans le champ fédéral, les salariés souffrent. Aucune profession n'échappe à la suppression massive d'emplois, aux restructurations, fusions, mutualisations, aux externalisations et privatisations, aux rigueurs budgétaires, à la dégradation des conditions de travail, à la remise en cause des garanties collectives, à l'insuffisance d'augmentation de salaire, à l'absence de reconnaissance des qualifications.

Tous, nous subissons l'abandon de nos missions fondatrices de services publics. L'individualisation des salaires et le management par objectifs... Cela suffit !

**La Commission exécutive a décidé de faire du 29 mars
une journée nationale de grèves et de manifestations dans les régions
pour dire stop à la casse de la protection sociale.**

Pour exiger :

- **L'abandon des projets de TVA sociale et de fusion CSG/ impôts sur le revenu,**
- **La renégociation de la CCN de l'Aide à domicile,**
- **L'arrêt des fusions et restructurations,**
- **L'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux,**
- **La suppression des exonérations des cotisations sociales patronales,**
- **L'arrêt et l'interdiction de tous les licenciements et suppressions d'emplois,**
- **L'embauche de personnel en CDI dans toutes nos professions pour permettre d'assurer l'intégralité de leurs missions de Service Public,**

Afin d'alimenter la campagne, une série de tracts va être adressée aux syndicats d'ici le 29 mars.

La Commission exécutive appelle les syndicats à tout mettre en œuvre pour la réussite de cette journée.

Des réunions régionales vont se tenir dès le début février. La présence de tous les syndicats est indispensable. Ces réunions devront être le point de départ d'une campagne offensive qui permettra de rassembler toute la CGT. Dans une perspective de rassembler au-delà de nos professions, la fédération va s'adresser aux unions départementales. De leur côté nous invitons les syndicats à intervenir auprès des UL et des UD.

Ces réunions régionales seront aussi l'occasion de débattre entre les militants du lieu et du parcours de manifestation le plus pertinent.

Tous les syndicats doivent tenir une assemblée de syndiqué sur ce sujet, des AG de salariés, tournées de centres... partout où c'est possible pour discuter avec les salariés de la nécessité d'agir.

**Le 29 mars, partons et marchons
pour la reconquête de notre protection sociale...**



Edité par le
Comité de Paix du Havre

PAIX
info

FEVRIER 2012

126 avions Rafale en passe d'être vendus à l'Inde Pour le Mouvement de la Paix, il n'y a pas de quoi se réjouir

Le Mouvement de la Paix s'inscrit en faux avec la satisfaction exprimée par le président de la République, le chef du gouvernement et de nombreux responsables politiques, à propos du contrat d'exclusivité signé avec l'Inde pour la vente de 126 Rafales. « *Il y a là un moment qui doit être de satisfaction pour l'ensemble des Français* » selon François Fillon, Premier ministre. « *Pouvons-nous être satisfaits de vendre des engins de mort ? Pouvons-nous nous ravir de participer à un transfert de technologie militaire ?* » questionne Claude Ruelland, responsable de l'action contre le commerce des armes au Bureau national du Mouvement de la Paix.



L'avion Rafale est un avion polyvalent du point de vue de ses missions. Chasseur, intercepteur, il intervient également dans les missions d'appui tactique et stratégique. En clair, le Rafale est en capacité de porter des missiles à ogives nucléaires. « *Est-il vraiment sérieux de vendre un tel avion à un pays détenteur de l'arme nucléaire et non signataire du Traité de non-prolifération nucléaire ?* » questionne le responsable pacifiste.

Il n'y a aucune fierté à considérer les armes comme de banales marchandises. L'argument économique pour se réjouir de cette vente probable est fallacieux. Le programme Rafale a déjà été largement payé par les contribuables français. Et la plupart des avions ne seront pas fabriqués en France. Cela n'apportera pas grand chose aux salariés des industries de défense qui ont également le souci de diversifier leur production pour mettre leur savoir faire au service des réalisations civiles.

Pour le Mouvement de la Paix, la France, plutôt que de participer à la course aux armements devrait agir pour un désarmement général et complet, effectif et multilatéral. Les relations entre pays et entre peuples ne peuvent se construire que sur la confiance et le respect mutuel. Ainsi pour Claude Ruelland, « *faire du commerce des armes un des piliers de notre stratégie économique est une erreur à la fois politique et humaine. La paix se nourrit de droit et de justice, pas d'engins de mort* ». Depuis 2009, un traité sur le commerce des armes est négocié à l'Onu. Soutenu par 153 pays, ce traité doit garantir que les armes ne soient pas utilisées pour aggraver les conflits, la pauvreté et les atteintes aux droits humains. Le Mouvement de la Paix attend du président de la République et des candidats à l'élection présidentielle qu'ils s'engagent à ce que la France soutienne ce traité comme instrument international juridiquement contraignant.

Le Mouvement de la Paix
Paris, le 2 février 2012



Le 10 février 2012

Journée d'actions départementale Pour l'emploi

Le 8 février 2012

Alors que les médias sont pris en otage par la campagne « électorale présidentielle », chacun peut quotidiennement remarquer que sur le temps d'antenne, la part réservée au social reste restreinte.

Alors, il nous appartient, nous salariés de créer les conditions d'un grand rassemblement départemental pour l'emploi.

Alors, oui nous participons ainsi à faire entendre nos propositions pour un monde de justice sociale dans lequel le mot TRAVAIL sera associé avec les mots BIEN-ETRE et BIEN VIVRE.

Autoliv, Petroplus, Legrand Normandie, Renault CKD, Renault Sandouville, Paris-Normandie, autant d'exemples d'entreprises, en Seine Maritime, où la mobilisation des salariés se construit pour le maintien des emplois.

A travers leurs luttes, c'est bien notre revendication pour une véritable politique de développement industriel de notre territoire et en Seine Maritime, dont il s'agit.

Avoir un emploi, mais bien rémunéré, cela permet de relancer la consommation et dans le même temps de créer les conditions de financer notre protection sociale.

C'est ce qu'on exprimé les salariés de Saipol de Grand Couronne et de Tecumseh à Barentin, dans leurs luttes dernièrement.

Avec la TVA sociale, le candidat président tente de nous faire croire qu'il a enfin trouvé la solution à tous les maux qui gangrènent notre société. Ne nous y trompons pas, la ligne de conduite reste la même, favoriser une minorité de personnes grassement privilégiées.

Après avoir donné aux riches tout au long de son quinquennat, il s'en prend encore plus aux pauvres, à la fin de son mandat.

A la veille d'une échéance électorale importante, il est impératif que nous nous mobilisions pour l'emploi.

Agir pour de bons salaires et pour nos emplois, c'est engager la lutte contre toutes les politiques d'austérité en France et en Europe

Avoir un emploi bien rémunéré.

Avoir un accès à tous les services publics.

Avoir une bonne protection sociale incluant maladie, famille, retraite et autonomie.

Le 10 février, voilà le triple A que nous allons porter, comme nous le porterons lors de l'action européenne le 29 février

Rassemblement pour l'emploi

Vendredi 10 février, 12h30

devant la raffinerie Pétroplus à Petit Couronne

En présence de Bernard THIBAUT

Secrétaire Général de la CGT





Les richesses existent dans notre pays, pour développer l'emploi...

La gangrène qui ronge l'emploi : les dividendes...

En 2010, **210 milliards** d'euros de dividendes versés par les entreprises non financières, contre seulement **182**

La CGT lance une nouvelle campagne pour l'emploi industriel et la réindustrialisation dans notre pays.

En cinq ans, l'emploi industriel a reculé de **300 000** emplois. L'emploi industriel représentait **30%** en 1960 et il représente plus que **11%** aujourd'hui.

Par nos propositions, en rupture avec les mesures prises ces dernières années, qui ont conduit à creuser les déficits, à l'explosion du chômage total, à l'appauvrissement des ménages et des territoires, et à l'économie française.

Pour développer l'emploi, la CGT propose :

Stopper les suppressions d'emplois.

Orienter les investissements dans le développement industriel, la recherche et créer les emplois nécessaires.

Reconnaître la pénibilité, avec un départ anticipé en retraite, avec **1** départ = **1** embauche.

Stopper la suppression d'un fonctionnaire sur deux et créer de nouveaux postes dans la fonction publique et les services publics, outil de cohésion sociale et d'efficacité économique.

Contrôler les aides publiques aux entreprises.

Respect des critères de créations d'emplois et donner des moyens aux représentants des salariés sur le bien-fondé et l'usage de ces aides.

Pour défendre l'emploi, je me syndique à la CGT :

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code Postal..... Ville.....



.. / .. / .. / .. / .. .

Entreprise.....

En direct des protocoles d'accords électoraux...



Protocoles signés chez :

- ➡ TCH (Trans Coop Havraise)
- ➡ SHMPP (Société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers)
- ➡ AFFD (Accueil Familles et Femmes en Difficultés)

Négociations à venir :

- ☀ Ecole de Management de Normandie
le 23 février

Faites parler de la **CGT** pour les élections à venir dans ces différentes entreprises auprès de vous : connaissances, amis, famille...

pour présenter une liste **CGT**, et pour voter **CGT** !

L'AGENDA REVENDICATIF



Février



RASSEMBLEMENT POUR L'EMPLOI

Rendez-vous à 10h00 à l'UL pour un départ en covoiturage

TOUS ENSEMBLE Devant la raffinerie Pétroplus à Petit Couronne à **12h30**



Bernard Thibault sera présent en « guest star »



**COMMISSION EXECUTIVE DE L'UL
à 09h00**



**MANIFESTATION EUROPEENNE
Contre les plans d'austérité**

Modalités à définir

Programme Formation Syndicale 2012

Union Locale CGT du Havre

Janvier

Du 16 au 20 ⇨ Niveau I

Les 26 et 27 ⇨ Rédiger un tract

Juin

Du 04 au 08 ⇨ Niveau I

Février

Les 16 et 17 ⇨ Délégué du Personnel

Annulé

Septembre

Octobre

Les 11 et 12 ⇨ Délégué du Personnel

Mars

Du 19 au 23 ⇨ Niveau I

Novembre

Du 26 au 30 ⇨ Niveau I

Avril

Mai

Décembre

Réunions du collectif formation de l'UL à 09h00 :

Les 12 mars, 21 mai et 12 novembre

Coût des modules : 40 € par stagiaire repas compris

Coût du Niveau I 80 € par stagiaire repas compris

Cependant le coût ne doit pas être un frein à la formation des syndiqués, l'UL regardera au cas par cas si le syndicat ne peut pas prendre en charge l'inscription.

l'hebdo pratique

**Des liens, des infos, des blogs :
La rubrique interactive de l'hebdo !**

Le nouveau calendrier de l'avent :

<http://www.cestquandquilpartsarko.fr/>

Retraite et reconnaissance de la pénibilité



Un meeting qui fera date ! Pour voir l'intégralité du meeting au Zénith de Paris :

<http://catae.info/>

Comprendre un peu mieux la dette en quelques diapos...

<http://retraites-enjeux-debats.org/spip.php?rubrique57>

Quelques images d'archive du cercle Franklin :

<http://havrais-dire.over-blog.com/article-le-cercle-franklin-b-12-sur-plan-88560965.html>

A commander à l'UL auprès de Lydia : VO impôts 2012 au prix de 6€ !



CONCERT' 20h 24h

En faveur des enfants de TAMAKOUCHT

MARDI 14 FEVRIER



Gonfreville l'Orcher

ESPACE CULTUREL
DE LA POINTE DE CAUX _

5/7€



T.L.C.
Vacances

LOCATIONS
PRINTEMPS - ÉTÉ - AUTOMNE
2012

SÉJOURS

FRANCE

VOYAGES

-

CULTURE

-

LOISIRS

MER
MONTAGNE
CAMPAGNE



réseau
ANCAVTT

www.tlcvacances.fr
ensemble plus loin